«L’Afrique pour laquelle nous prions» : un concours lancé par le COE et la CETA

Le Conseil oecuménique des Églises (COE) et la Conférence des Églises pour toute l’Afrique (CETA) appellent les jeunes Africains, présents sur ou hors du continent africain, à participer à un concours de rédaction pour la publication régionale africaine en tant que contribution au «Pèlerinage de Justice et Paix». Les Africains jusqu’à 35 ans sont invités à envoyer leurs textes avant le 15 octobre 2019.



Participants de la conférence d’Arusha du Conseil œcuménique des Églises. Photo: © Albin Hillert/COE

Vérité et traumatisme (consolidation de la paix) ; terre et déplacement (justice économique, justice écologique et

migration) ; justice de genre ; justice raciale : tels sont les quatre grands thèmes qui doivent être illustrés par le concours lancé par le Conseil œcuménique des Églises (COE) et la Conférence des Églises pour toute l'Afrique (CETA). Il a été organisé dans le cadre de la publication de la région Afrique sur le Pèlerinage de justice et de paix. Les jeunes Africaines et Africains, présents en Afrique aussi bien qu'en-dehors du continent, sont invités à envoyer leurs textes avant le 15 octobre 2019 pour participer. Pour cela, une condition : être âgé-e au maximum de 35 ans.

Le Pèlerinage de justice et de paix est une initiative de la 10ème Assemblée du COE, organisée en 2013, qui appelle les Églises partout dans le monde à marcher d'un même pas, à considérer leur vie en commun, leur cheminement de foi, et à s'unir avec d'autres pour célébrer la vie et prendre des mesures concrètes visant à transformer les injustices et la violence. Le motif de base du pèlerinage s'accompagne de trois dimensions: célébrer la vie ensemble, visiter les blessures et entreprendre des actions transformatrices.

Les textes présentés lors de la 11e Assemblée du COE

Les essais (qui peuvent être rédigés en français, en anglais ou en portugais) devront refléter les traditions, les contextes et les perspectives de l'Église de leur auteur-e en ce qui concerne l'un des quatre thèmes choisis. Le texte devra compter environ 5000 mots, notes et bibliographie comprises. Les essais seront étudiés par les membres africains du personnel du COE et de la CETA.

Douze textes au maximum paraîtront dans L'Afrique pour laquelle nous prions dans un Pèlerinage de justice et de paix (titre provisoire), la publication de la région Afrique sur le Pèlerinage de justice et de paix, qui fera partie intégrante des fruits régionaux du Pèlerinage présentés lors de la 11e

Assemblée du COE en 2021 à Karlsruhe (Allemagne). En outre, les auteur-e-s de quatre textes choisis seront invité-e-s à participer aux conversations œcuméniques consacrées à ces quatre thèmes durant la 11e Assemblée du COE.

Développement durable : valoriser le rôle des volontaires internationaux

Rencontre annuelle des Nations unies pour le suivi et l'examen de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD), le Forum politique de haut niveau se tient jusqu'au 18 juillet 2019 à New York. France Volontaires, dont le Défap est membre, y est présente pour mettre en lumière, de concert avec ses partenaires internationaux, la contribution du volontariat international à l'atteinte des ODD.



Affiche du FPHN de New York © DR

Sous le thème «Émanciper les individus et assurer l'inclusion et l'équité», le Forum politique de haut niveau (FPHN) cible cette année cinq ODD : l'ODD 4 «Éducation de qualité», l'ODD 8 «Travail décent et croissance économique», l'ODD 13 «Lutte contre le changement climatique», l'ODD 16 «Paix, justice et institutions efficaces» et l'ODD 17 «Partenariats pour la réalisation des objectifs».

Chaque année, un certain nombre d'États viennent présenter chacun leur Revue Nationale Volontaire (RNV) qui permet d'assurer un suivi de l'état d'avancement de l'atteinte des ODD dans les pays, d'identifier les leçons apprises et les lacunes. En cette année 2019, 47 pays présentent leur RNV.

France Volontaires, la plateforme française des engagements volontaires et solidaires à l'international, dont fait partie le Défap, est membre de la Volunteer Groups Alliance (VGA), une coalition rassemblant une quarantaine d'organisations internationales (dont PVNU, VSO, IAVE, Peace Corps et NOREC) qui contribuent au développement durable par le volontariat et

le bénévolat. Depuis 2014, VGA œuvre à la valorisation de la contribution indispensable des volontaires à l'Agenda 2030 et sa nécessaire reconnaissance par les gouvernements et autres parties prenantes. En 2015, les Nations unies ont qualifié le volontariat de « levier puissant et transversal » de la mise en œuvre des ODD.

Les messages portés par la Volunteer Groups Alliance (VGA)

Dans son papier de positionnement publié à l'occasion du FPHN 2019, VGA rappelle que les volontaires et le soutien à leurs efforts sont essentiels au succès de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, comme reconnu par le Secrétaire général de l'ONU dans son rapport sur le programme pour l'après-2015.

Dans ce sens, VGA formule quatre recommandations adressées aux États membres :

- Reconnaître officiellement la contribution du volontariat à la mise en œuvre des ODD dans les Revues nationales volontaires (RNV) des États membres au niveau du FPHN ;
- S'assurer de la reconnaissance et du soutien au volontariat dans les stratégies et les plans nationaux pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ;
- Affirmer leur soutien total à la mise en œuvre de la résolution A/RES/67/290 qui soutient la participation d'acteurs non-gouvernementaux au FPHN ;
- Veiller à ce que le cadre de responsabilité, de transparence et d'examen des ODD implique la consultation de la communauté à tous les niveaux, y compris la représentation des voix les plus marginalisées, ainsi que les volontaires qui travaillent étroitement avec eux.

Plusieurs expériences permettent d'illustrer concrètement la

contribution des volontaires à la réalisation de l'Agenda 2030.

Par exemple, le Groupement des Éducateurs sans Frontières (GREF), membre de France Volontaires, a soutenu au Sénégal l'élaboration d'un plan de formation sur l'encadrement de la petite enfance, en lien avec des partenaires locaux. Ce plan est ensuite devenu national et a été adopté dans l'ensemble du pays à la suite d'un partenariat avec le gouvernement, ce qui a permis de contribuer à l'ODD4 sur l'éducation de qualité.

Au Pakistan, des volontaires appuyés par l'organisation britannique Voluntary Service Overseas (VSO) ont organisé des Forums pour la paix afin de réunir différents groupes ethniques et religieux et de favoriser la cohésion sociale entre différentes communautés, contribuant ainsi à l'ODD10 sur la réduction des inégalités.

Par ailleurs, les volontaires contribuent également à la lutte contre le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe (ODD13). En 2018, France Volontaires et ses partenaires de 5 pays (France, Italie, Mauritanie, Maroc et Tunisie) ont lancé le projet TERO (Territoire Engagés pour la Résilience des Oasis) financé dans le cadre de l'initiative des Volontaires de l'Aide Humanitaire de l'UE (EU Aid Volunteers). Il a pour objectif de sensibiliser les communautés oasiennes à la menace du changement climatique et de renforcer leur résilience, en impliquant des volontaires locaux pour renforcer les capacités des organisations locales de protection de l'environnement.

Un événement parallèle organisé sur le rôle des volontaires dans la réalisation des ODD

En marge du Forum politique de haut niveau, VGA a organisé un

événement parallèle, coparrainé par la France et le Pakistan, le mercredi 10 juillet sur le thème : «Connecter les peuples, inspirer l'action : le rôle des volontaires pour l'inclusion et l'égalité dans la réalisation des ODD».

Cet événement avait pour ambition de montrer comment les volontaires contribuent à connecter les peuples et les communautés aux ODD afin de renforcer l'appropriation locale de l'Agenda 2030. Il s'agissait également de partager des exemples innovants d'intégration des volontaires dans les processus d'élaboration des RNV cette année.

Flora, volontaire française actuellement en Tunisie au sein de l'Association de sauvegarde de l'Oasis de Chenini (ASOC), envoyée par le Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI), y était présente. Impliquée dans le projet TERO, elle portait un témoignage sur la contribution des volontaires à l'ODD 13 sur la résilience et la lutte contre le changement climatique. Une manière aussi de mettre l'accent sur la complémentarité entre le volontariat local et le volontariat international.

Une veillée de prière pour les victimes de la torture

L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la date du 26 juin Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, afin d'assurer l'application de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou

dégradants. Il s'agit donc d'une date clé pour le mouvement international de l'ACAT. L'idée de la Nuit des Veilleurs, lancée en 2006, est de créer une chaîne internationale de personnes se recueillant pour les victimes. Partout dans le monde, les chrétiens sont appelés à veiller en soutien à 10 d'entre elles. Lors d'événements organisés près de chez eux, ou seuls en tout autre lieu, ils accompagnent les actions de plaidoyer et les relaient jusqu'au cœur de Dieu, dans une nuit où la prière se fait cri. Un cri mobilisateur.



Illustration pour la nuit des veilleurs de l'ACAT © Juliette Léveillé

Ils sont vietnamiens, chinois, mexicain, américain, rwandais, camerounais, burundais, saoudien, égyptien… Ils sont ou ont été menacés, battus, torturés, emprisonnés, maintenus en détention. Pour leurs convictions, pour leur engagement politique, pour leur engagement en faveur des droits humains, pour ce qu'ils sont. Pour les faire parler, pour les faire taire. Sans raison. Ils ne sont que dix parmi les milliers de personnes victimes de la torture partout dans le monde. Ils symbolisent toutes ces souffrances muettes, niées, que des

pays, des gouvernements voudraient faire disparaître, et auxquelles vos prières et votre action peuvent rendre une existence et une voix.

Depuis 2006, à l'occasion du 26 juin, date choisie par l'Onu comme la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, et à l'appel de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, ONG chrétienne de défense des droits de l'homme créée en 1974), des milliers de chrétiens en France et de par le monde s'unissent dans une veillée de prière en soutien aux victimes de torture. Cette année 2019 encore, autour du 26 juin, l'ACAT, en partenariat avec les journaux La Croix et Réforme, appelle les chrétiens à veiller lors d'événements organisés près de chez eux : nuits de prière, veillées de feu, célébrations œcuméniques, concerts, processions et marches aux lanternes. Où que vous soyez, vous pouvez vous aussi créer une veillée!

Quelques-unes des victimes soutenues par l'ACAT



Huang Qi, María Márquez de Favela, Déogratias Mushayidi, Amal Fathy

Depuis 2005, les participants de la Nuit des Veilleurs ont soutenu plus de 150 victimes, par la prière, mais également en envoyant des messages de soutien personnalisés à dix victimes de la torture. Parmi eux cette année,

- **Huang Qi** : journaliste et défenseur des droits humains chinois, il est détenu depuis plus de deux ans dans le

Sud de la Chine. Son procès s'est tenu en secret le 14 janvier 2019, sans verdict annoncé pour le moment.

- **María Márquez de Favela** : est la mère d'Adrián Favela Márquez, victime de disparition forcée depuis le 2 octobre 2012 à Ciudad Juárez. En l'absence d'aide de la part des autorités, María et sa famille ont tenté de faire avancer l'enquête et de retrouver les disparus par eux-mêmes. Elle a reçu le prix Engel-du Tertre 2018 de la Fondation ACAT pour la dignité humaine.
- **Déogratias Mushayidi** : emprisonné depuis 9 ans, il est victime de l'oubli. Cet opposant politique a toujours milité de manière non-violente pour la paix et la démocratie au Rwanda.
- **Amal Fathy** : défenseure égyptienne des droits humains, elle subit un harcèlement judiciaire de la part des autorités égyptiennes. Elle a été arrêtée en 2018 pour avoir publié sur Internet une vidéo dans laquelle elle reprochait aux autorités de ne pas lutter contre le harcèlement sexuel.

Les chrétiens rassemblés cette nuit apportent l'espérance dans la foi et réaffirment ainsi la nécessité de s'opposer sans condition à la torture : «La foi chrétienne ne peut en aucun cas composer avec la torture. En cette Nuit des Veilleurs, nous proposons de substituer la prière, la méditation et la communion avec les victimes de la torture à l'instrumentalisation de l'autre, qu'est la torture» explique Bernadette Forhan, présidente de l'ACAT.

Pour accompagner les prières, la Nuit des veilleurs porte chaque année un thème. Celui de cette année est : «Mais délivre-nous du mal». Vous trouverez sur le site le texte d'une méditation sur ce thème. Un espace conçu pour permettre à tous ceux qui le veulent, en un clic, de repérer, rejoindre ou créer une veillée de prière. Vous y trouverez aussi des prières, des textes de réflexion, des actualités…

La nuit des veilleurs : présentation en vidéo :

Les deux Centrafrique

Dans ce pays, le Défap est en lien avec deux Églises : l’EPCR (Église Protestante Christ-Roi), membre de la Cevaa, à Bangui, et l’EELRCA (Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l’ouest du pays, région déshéritée et instable. Entre ces deux lieux, la capitale et la province, d’énormes disparités, à commencer par les conditions de circulation et la sécurité. Le point avec cet article de Valérie Thorin (responsable du suivi de la Centrafrique au Défap) publié dans la Lettre du Défap de février 2019.



Rencontre des partenaires internationaux de l'EELRCA – 29-30 octobre 2018 © Valérie Thorin pour Défap

Il y a deux Centrafrique. Celle de la capitale, Bangui, donne l'impression que les institutions fonctionnent, que la sécurité est assurée et que la paix est revenue.

L'activité urbaine témoigne d'une certaine reprise économique, perçue par le biais des services (banques, commerces, hôtellerie, restauration) et des télécommunications (le sacro-saint portable…). Les usines de transformation tournent à plein régime : boissons, sucre, cigarettes même si l'agriculture reste malgré tout le principal contributeur au PIB (pour 43% en 2017) avec le café, le coton, le palmier à huile et le bois.

La RCA engrange donc des recettes fiscales liées à toutes ces activités économiques (9,1% du PIB en 2017) mais elles restent en deçà des dépenses (14,9% du PIB), ce qui signifie une forte dépendance visà-vis de l'aide extérieure (FMI, Banque mondiale, Banque africaine de développement, Union européenne et France).

La seconde…

Pour aller plus loin :

• *Retrouvez cet article dans la Lettre du Défap n°19, février 2019*

• *RCA : fiche pays et actualités du Défap*

• *Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»*

• *Centrafrique : guérir du traumatisme*

• *Centrafrique : «La crise a développé le dialogue interreligieux»*

• *Centrafrique : l'EELRCA, un espace de réconciliation au cœur du conflit (rapport de 2014)*

• *Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui*

La «seconde Centrafrique» est celle de la province. Près de 80% du pays – du centre à l'est – est aux mains des bandes armées, dirigées par des chefs de guerre se comportant comme de petits proconsuls, tout-puissants et violents. L'ouest est plus tranquille. Certes, il y a toujours des voyous qui jouent les coupeurs de routes, mais ils se satisfont en général de quelques francs CFA. À Bouar, ville où est installée l'administration de l'Église évangélique luthérienne de Centrafrique (EELRCA), les Casques bleus des Nations unies font office de gendarmerie, un blindé posté au carrefour principal en guise de dissuasion.

Et presque rien ne fonctionne : quasi-absence de réseau

téléphonique, pas ou très peu d'eau courante, pas d'électricité hormis lorsque les groupes électrogènes sont en marche, quelques heures à la nuit tombée parce que le carburant doit être utilisé avec parcimonie. Les pistes sont dans un état lamentable, défoncées, inondées et les routes dites goudronnées sont souvent effondrées ; il n'y a pas d'écoles publiques sauf dans les villes et très peu d'hôpitaux. D'où l'importance du réseau que l'EELRCA a réussi à mettre en place en ce qui concerne l'éducation et la santé.

La région est grosse productrice d'or et de diamants alluvionnaires (les fameux diamants de Centrafrique…) et la forêt pluviale permet l'exploitation des bois précieux. Les trafics sont intenses. Il est fréquent de croiser des camions grumiers le soir et la nuit, alors qu'ils devraient avoir quitté les pistes à 16h30 (la nuit tombe vers 17h). Les diamants peuvent être « pêchés » par tout un chacun et les collecteurs, qui ont pignon sur rue dans la moindre bourgade, font des bénéfices de l'ordre de 1 pour 10 000…

À Carnot, préfecture et plaque tournante du commerce des pierres, certaines maisons ressemblent à des palais des mille-et-une nuits. Mais pour un sultan, 10 000 pauvres bougres se tuent au travail.

Valérie Thorin, envoyée spéciale



L’école de théologie de l’EELRCA à Baboua, l’un des projets soutenus par le Défap – 29-30 octobre 2018 © Valérie Thorin pour Défap

---

La mission en livres et en questions

La mission, ce sont aussi les hommes et les femmes qui l’incarnent. Avec des relations, des conceptions et des questionnements qui ont pu énormément évoluer entre le XIXème siècle, le grand siècle des missions protestantes, et l’époque actuelle. Des évolutions que viennent éclairer deux ouvrages publiés aux éditions

Khartala, «Hommes et femmes en mission» et «Quel Dieu ? Quel homme ?». Ces deux livres, disponibles au Défap, reprennent les actes des colloques de 2016 et 2017 du CRÉDIC, le Centre de recherches et d'échanges sur la diffusion et l'inculturation du christianisme.